

Speech by H.E. Mr Marc Pecsteen, Ambassador,  
Permanent Representative

at the UN Security Council

**Briefing session: South Sudan and UNMISS**

USAGE INTERNE - N5 - INTERN GEBRUIK

New York, 25 juin 2019

---

Monsieur le Président,

Je remercie Mr David Shearer pour son briefing et pour son travail exceptionnel dans des conditions difficiles. Je remercie également le SGA M. Andrew Gilmour et Mme Lydia Minagano pour leurs exposés éclaircissants.

Monsieur le Président,

Le 9 juillet prochain, 8 années se sont passées depuis l'indépendance du Soudan du Sud, donc 5 marquées par les effets d'une guerre civile. Ce conflit a coûté la vie à près de 400.000 personnes. 1 personne sur 3 a été poussée à quitter son foyer. 1 personne sur 2 fait face à une insécurité alimentaire aiguë ou pire. On s'attend à ce qu'environ 860 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition sévère en 2019. Les femmes et les filles sont le plus touchées par la violence, y compris une violence sexuelle dégradante et barbare. Personne n'est épargné, ni des femmes de quatre-vingt ans, ni des petites filles de deux ans. Alors que nous imaginons les souffrances intolérables du peuple sud-soudanais, il est temps que celles-ci suscitent une action réelle de la part des dirigeants du Soudan du Sud.

Monsieur le Président,

Juste avant le 12 mai, soit la fin de la période de transition préalable de huit mois, les parties sud-soudanaises ont accepté à l'unanimité une prolongation de six mois de cette période afin de permettre la mise en œuvre de conditions préalables essentielles à la transition. La région et la communauté internationale soutenaient cette décision. Le temps passe, le manque de progrès persiste, le risque de compromettre les gains réalisés est réel.

A moins d'un investissement politique important des parties et de la région, y inclus l'IGAD, pour accélérer les préparatifs de la période de transition, le nouveau délai pourrait facilement être manqué.

Ceci est inquiétant : l'Accord revitalisé représente la fenêtre d'opportunité pour achever une paix durable dans le pays. Nous encourageons tous les acteurs à ne ménager aucun effort pour atteindre des progrès réels sur les questions clés dans la mise en œuvre de l'accord. Les parties doivent mettre en place des dispositifs de sécurité, finaliser la détermination des limites internes, créer une feuille de route de mise en œuvre, organiser des réunions face à face des principaux dirigeants

Speech by H.E. Mr Marc Pecsteen, Ambassador,  
Permanent Representative

at the UN Security Council

**Briefing session: South Sudan and UNMISS**

USAGE INTERNE - N5 - INTERN GEBRUIK

New York, 25 juin 2019

---

politiques et libérer les fonds de mise en œuvre annoncés par le gouvernement, ainsi que la nécessité pour les non-signataires de rejoindre le R-ACRSS. Nous soutenons l'appel du SG aux parties à s'abstenir de récrimination réciproque et de rhétorique inflammatoire. L'engagement fort des États de la région est indispensable pour garantir la mise en œuvre de l'accord.

Monsieur le Président,

La crise de protection de civils se poursuit. Même si la violence politique a diminué, on constate que la violence intercommunautaire s'est intensifiée au cours des derniers mois. Les abus des droits de l'homme se poursuivent. Aucune solution durable ne peut être trouvée au conflit au Soudan du Sud sans s'attaquer de manière urgente et efficace à ces abus. Nous appelons à mettre fin à la culture de l'impunité au Soudan du Sud. Nous appelons le Gouvernement à assumer sa responsabilité de protéger les civils, à enquêter de manière approfondie sur tous les cas de violence sexuelle et d'autres abus, et à traduire en justice les responsables de ces crimes. Nous appelons à la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle, y compris la Cour hybride, pour lutter contre l'impunité.

Les restrictions à la liberté d'expression sont inacceptables. Un pays ne peut s'épanouir qu'avec une société civile diversifiée et active et des médias libres. Les prisonniers politiques et prisonniers de guerre doivent être libérés sans délai. Il est d'ailleurs inacceptable que la localisation de deux membres du staff de la MINUSS reste inconnue depuis leur arrestation en 2014 : les autorités sud-soudanaises devraient immédiatement informer la MINUSS de leur condition et localisation.

Monsieur le Président,

Le conflit est le principal facteur de la crise humanitaire et de protection au Soudan du Sud, une crise complètement causée par l'homme. Tout délai de la mise en œuvre de l'Accord prolongera les souffrances du peuple sud-soudanais. Les mesures nécessaires ont été identifiées, il revient maintenant aux parties de les prendre.